

La CENI a été la cible de nombreuses attaques de la part des candidats tout au long du processus électoral, elle s'est efforcée de jouer la carte de la transparence sans y parvenir véritablement. Avant le 1er tour, les mises en cause se sont focalisées sur l'élaboration de la liste électorale, l'existence de prétendus bulletins uniques pré-cochés et de bureaux de vote « fantômes ». Andry Rajoelina et Marc Ravalomanana ont déposé plainte auprès de la CENI pour les violences subies durant leur campagne.

Seuls six candidats ont répondu au questionnaire de Transparency International-Initiative Madagascar (TI-IM) sur leur budget de campagne. Les trois favoris n'ayant pas répondu, TI-IM a procédé à une estimation de leur budget. Pour Andry Rajoelina, il s'élèverait à plus de 2 millions d'euros, sans tenir compte des frais engagés en France et à Madagascar pour présenter son projet IEM. TI-IM s'est interrogé sur le coût de location de ses sept hélicoptères et des véhicules de retransmission TV, le coût des « goodies », le montant des distributions d'argent. Le candidat a promis de jouer la transparence à la fin de la campagne. Pour Hery Rajaonarimampianina, TI-IM estime à plus de 1,3 million d'euros le coût total de sa campagne. Le coût des meetings organisés par Marc Ravalomanana est estimé à 1,43 million d'euros. La question reste entière de savoir qui sont les sponsors des candidats favoris et les contreparties négociées... « **Le candidat Rajoelina vend du rêve** », a titré **TV5 Monde** dans un reportage. Feux d'artifice, écran géant, stars de la chanson, orchestre live, profusion de promesses : Andry Rajoelina, grand favori du scrutin, a fait rêver ses partisans et a joué habilement la carte du populisme. « **Un scrutin pris en otage par le pouvoir de l'argent** », a titré pour sa part **France Info/Géopolis Afrique**.

Deux associations internationales ont manifesté l'intention de réaliser pour la première fois à Madagascar un **sondage « sortie des urnes »**. La CENI a soutenu n'avoir délivré aucune autorisation pour la réalisation de tels sondages et a sommé les organisateurs d'y renoncer.

Par Newsmada sur 09/11/2018 ■ Caricatures, NS Français



Dès le **début des opérations de dépouillement**, les premiers résultats centralisés par la CENI plaçaient très largement **en tête Andry Rajoelina et Marc Ravalomanana**. Les deux protagonistes de la crise de 2009 étaient au coude à coude, avec un léger avantage au premier. **Les opérations se sont déroulées dans le calme. Il n'a pas été relevé d'incident majeur.** Quelques heures après les premiers dépouillements, **Viva** affirmait qu'Andry Rajoelina avait obtenu plus de 40 % des suffrages, évoquant même une victoire dès le 1^{er} tour. Sur **MBS**, Marc Ravalomanana se créditait lui aussi de plus de 50 % des voix. Des déclarations qui ont pu **faire craindre à une auto-proclamation de victoire dès le 1^{er} tour** par l'un ou/et l'autre des favoris. La HCC et la CENI ont été contraints de rappeler que la publication et la

proclamation des résultats de l'élection sont régies par une loi organique. **Les candidats ont été sommés de ne pas publier leurs proposer résultats provisoires.** Hery Rajaonarimampianina, dont le score a été extraordinairement décevant, a dénoncé le premier de « *nombreuses irrégularités* » et prévenu qu'il ne « *laisserait pas la population se faire dérober son vote* ». Les équipes de campagne des deux favoris ont pris peu après le relai pour mettre en cause les travaux de dépouillement de la CENI. Accusée de malversations et de corruption, la Commission a exigé des preuves de la part de ses accusateurs.

L'association HFI a demandé l'annulation du scrutin, réaffirmant que cette élection n'est pas une solution pour le pays. Se basant sur les constats des observateurs nationaux et internationaux, elle a mis en garde le gouvernement et les citoyens sur les risques qu'engendrerait cette élection si elle n'était pas annulée.

Les Nations unies et la communauté internationale, importants bailleurs de fonds du processus, ont invité les candidats à faire preuve de retenue et de responsabilité.



« **Les irrégularités sont très marginales. Il n'y a pas eu d'impact de ce que nous avons constaté sur le résultat des élections** », a déclaré le chef de la mission des observateurs de l'UE. **Des achats de vote ont néanmoins été mentionnés** dans leur rapport préliminaire. Ils auraient été principalement le fait de Hery Rajaonarimampianina et d'Andry Rajoelina. La mission d'observation a répertorié avec précision les dates et lieux de ces opérations. Les proches d'Andry Rajoelina ont récusé cette information par voie de presse et le candidat a demandé à l'ambassadeur de l'UE la publication d'un démenti. Les membres de la Commission de contrôle du financement de la vie publique ont annoncé leur intention de se rendre dans les quartiers généraux des candidats pour rencontrer les trésoriers de campagne. Pour mémoire, seuls cinq candidats avaient ouvert leur compte unique de

campagne au 31 octobre comme la loi le leur impose.



La Gazette - 15/11/18

La lenteur dans la collecte des résultats a amplifié les suspicions des uns et les appréhensions des autres. Les représentants d'Andry Rajoelina ont annoncé leur décision de se retirer du processus d'observation du traitement des résultats, estimant que « *les conditions d'observation du comptage des voix ne sont pas réunies* ». Les partisans de Marc Ravalomanana ont mis également la pression sur la Commission, sans être aussi vindicatifs. L'équipe juridique du candidat s'est rendue au siège de la CENI, suspectant les commissaires de manipulation de voix. La CENI a notamment été accusée d'utiliser un logiciel permettant de falsifier le décompte des voix obtenues par Andry Rajoelina pour sauver la mise du président sortant et redistribuer des suffrages au profit de « *petits candidats* ».

Le conseiller spécial de l'ancien président Hery Rajaonarimampianina, PDG de la société de transit Tafaray et du groupe de presse RLM Communication, **Mbola Rajaonah, récemment rallié à la cause de Marc**

Ravalomanana et supposé être l'un de ses financeurs, a été frappé d'une interdiction de sortie du territoire, rapidement suspendue. Il a été convoqué à plusieurs reprises par le Bianco pour suspicion de complicité dans des affaires de trafic de bois de rose, détournements et fausses déclarations au niveau du service des douanes, voire trafic d'armes. **L'alliance Mbola Rajaonah-Marc Ravalomanana nuitrait aux visées d'Andry Rajoelina, soutenu par l'homme d'affaires Mamy Ravatomanga**, mis en cause en France pour une affaire de biens mal acquis, analysent plusieurs médias. L'avocat de Mbola Rajaonah a qualifié les poursuites engagées à l'encontre de son client d'« *acharnement politique* ». Un avis partagé par le coordonnateur de la campagne de Marc Ravalomanana. Il s'agit d'une « *enquête indépendante et sans connotation politique* », a répliqué le Bianco, qui précise que l'instruction du dossier a débuté il y a plus d'un an.

La phase très controversée de dépouillement des résultats provisoires par la CENI s'est achevée par la désignation des deux ex-présidents appelés à s'affronter dans un second tour : Andry Rajoelina arrivé en tête avec 39,19 %, suivi de Marc Ravalomanana (35,29 %). Les régions dites côtières ont largement voté pour Andry Rajoelina, tandis que les Hautes Terres ont plébiscité Marc Ravalomanana. Le 2e tour est prévu le 19 décembre. Hery Rajaonarimampianina, en 3e position, a obtenu le score de 8,84 % Le pasteur Mailhol, fondateur de la secte Apokalipsy, est arrivé en 4e position avec 1,27 % des suffrages. Seuls 5 candidats atteignent la barre de 1 %. Le taux de participation s'élève à 54,2 %, un chiffre bien inférieur au premier tour la présidentielle de 2013.

Par Newsmax sur 20/11/2018 ■ Caricatures, NS Français



En attendant la proclamation des résultats définitifs par la HCC, le jeu d'alliances s'est ouvert avec une grande inconnue : **une très hypothétique alliance entre le président sortant et Marc Ravalomanana.** Celui-ci a affirmé avoir eu des contacts avec des personnalités HVM ainsi qu'avec l'ancien conseiller technique controversé de Hery Rajaonarimampianina, Mbola Rajaonah. « *C'est un soutien inconditionnel* », a-t-il déclaré. Le secrétaire général du parti a fait savoir que le HVM n'a pas encore officialisé sa position. Le soutien au candidat Ravalomanana ne ferait pas l'unanimité au sein des instances dirigeantes.

En attendant le verdict de la HCC, Marc Ravalomanana et Andry Rajoelina ont manifesté leur présence dans les quartiers populaires de la capitale,

mettant en cause les autorités responsables de l'insalubrité et multipliant les promesses de réalisations.



L'Express - 20/11/18

Les requêtes en annulation de résultats du 1er tour ont afflué à la HCC qui disposait de 7 jours pour statuer. L'équipe de Marc Ravalomanana a fait parvenir à elle seule 208 requêtes sur un total de 212. Andry Rajoelina a réclamé notamment un audit du logiciel utilisé par la CENI et la confrontation des PV. Quant au président sortant, Hery Rajaonarimampianina, il a demandé l'annulation pure et simple de l'élection. La coalition des 25 candidats qui, dès avant le premier tour, avaient désavoué le travail de la CENI et le processus électoral, a également déposé une requête en annulation du scrutin. **Contre toute attente, le comité de soutien de Marc Ravalomanana a décidé de retirer toutes ses requêtes et plaintes déposées à la HCC.** Cette volte-face a été interprétée comme une démarche politique mais également comme une attaque indirecte visant Andry Rajoelina, à qui il est reproché un comportement fougueur, irréfléchi et excessif. Pour le quotidien pro-Rajoelina *La Vérité*, le renoncement de Marc Ravalomanana s'expliquerait par le fait qu'il possède la preuve qu'Andry Rajoelina aurait dû être déclaré vainqueur dès le 1er tour. Il se satisferait ainsi des résultats contestés publiés par la CENI, en espérant qu'ils seront confirmés par la HCC et qu'il pourra dès lors accéder à un second tour qui aurait dû lui échapper...

Les évêques sont sortis de leur silence à quelques jours de la proclamation des résultats définitifs du premier tour pour critiquer sévèrement l'attitude des hommes politiques dans le contexte de l'élection. « *La vue des moyens faramineux déployés pendant la campagne électorale intrigue et amène les plus démunis à s'interroger* », mentionne

notamment leur communiqué. « *Les politiciens ont détruit l'état d'esprit des citoyens. La politique du dénigrement et de la division domine* », fustigent-ils.

Le FFKM de son côté a appelé la HCC « à publier des résultats justes et vrais ». S'adressant aux candidats, elle les exhorte à « rasséréner leurs partisans en cessant les invectives de tous bords ». Face à la recrudescence des vindictes populaires ou des lynchages, un appel a été lancé aux autorités pour qu'elles défendent la justice et protègent les populations. Le FFKM exhorte chacun à protéger les ressources naturelles du pays et à refuser les remblais de terrains qui sont souvent synonymes de « *ventes aux enchères des terrains aux étrangers* ».

La proclamation des résultats officiels du 1^{er} tour par la HCC a confirmé les chiffres provisoires de la CENI. Andry Rajoelina et Marc Ravalomanana disputeront le 2^e tour le 19 décembre, en obtenant respectivement 39,23 % et 35,35 % des suffrages. D'une manière générale, la HCC a rejeté toutes les requêtes qui lui sont parvenues.

Tribune écrit que malgré toutes les polémiques qui ont émaillé la vie nationale depuis plusieurs mois, le pays se trouve dans un contexte qui pourrait être assez positif. « *Nous avons potentiellement une chance de vivre la première véritable alternance démocratique depuis 1960, avec l'arrivée au pouvoir d'un opposant qui a vaincu par les urnes un président sortant. A condition qu'aucun des protagonistes du second tour ne pousse pour une nouvelle crise post-électorale dans quelques semaines.* »

Amnesty International a publié un nouveau communiqué dans lequel l'organisation exhorte le prochain gouvernement à mettre fin à la répression brutale des droits humains, protège les défenseurs des droits environnementaux, mette un terme au recours excessif à la détention provisoire et s'engage à assouplir le droit à l'avortement qui demeure une infraction en toutes circonstances.

Plusieurs **attaques de dahalo** ont encore défrayé la chronique, de plus en plus fréquemment accompagnées de prise d'otage. Des actes de **vindictes populaires** ont également été signalés. Les **enlèvements de ressortissants indo-pakistanaïses** se sont de nouveau produits dans la capitale et à Toamasina. Une intervention musclée de la gendarmerie a permis la libération d'un otage sans versement de la rançon exigée. Un gendarme de la cellule anti-kidnapping a été arrêté avec deux collègues inculpés pour corruption dans une affaire de rapt. Neuf individus, soupçonnés d'être impliqués dans des affaires de kidnapping ont été arrêtés.

Suite aux violents propos tenus par la candidate Fanirisoa Ernaivo, ancienne présidente du SMM, à l'égard des forces de l'ordre, le ministère de la justice l'a suspendu de ses fonctions pour grave manquement à l'éthique et à la déontologie. Le ministère de la sécurité publique a déposé plainte. La CNIDH a qualifié d'« *injures, invectives et malédictions proférées par une candidate à Mahamasina, à l'endroit de la police nationale* ». Pour *L'Express*, la candidate a eu le tort de dire de manière crue et déplacée ce que la population ressent au quotidien. On aimerait, écrit-il, « *voir la même célérité s'appliquer dans les affaires mettant en cause le comportement des forces de l'ordre, de la police en particulier : des affaires de meurtre, d'exécutions sommaires et de torture classées sans suite, des membres de forces de l'ordre qui refusent de comparaître sans que leur propre ministre n'intervienne pour que justice soit rendue* ». La Solidarité syndicale de Madagascar a entamé une procédure de demande d'annulation de la décision. La requête de la candidate suite à la décision du ministère de la justice a été rejetée par le Conseil d'Etat.

Houcine Arfa, ancien conseiller de la présidence, a saisi la justice sur plusieurs affaires mettant en cause Hery Rajaonarimampianina. Un dépôt de plainte contre le président sortant a été déposé par son avocat. Le franco-algérien l'accuse d'association de malfaiteurs, complicité de coups et blessures, torture, tentative d'assassinat, complicité de kidnapping, non-révélation de crimes, corruption active et passive, blanchiment de capitaux et enrichissement illicite.

Huit dossiers ont été déposés à la HCJ. Les plaintes concerneraient la corruption, l'exportation illicite de bois de rose et le détournement de deniers publics. L'identité des personnes mises en cause n'a toujours pas été révélée mais deux anciens présidents de la République sont concernés par ces plaintes. Leur dossier a été transmis pour examen au bureau permanent de l'Assemblée. Deux commissions parlementaires vont examiner ses requêtes intéressant les hauts responsables étatiques et procéder à des enquêtes. Le projet de budget 2019 prévoit des crédits de fonctionnement conséquent pour la HCJ.

Les concours d'entrée à l'ENMG ont été reportés sine die, a annoncé la ministre de la justice. L'audit du dernier concours confirme l'existence de dysfonctionnements qui mettent gravement en doute la régularité des opérations.

Dix agents du ministère de l'agriculture et de l'élevage ont été placés sous mandat de dépôt pour faux diplômes. Ces individus ont été majoritairement recrutés durant la période de Transition. Au total, 24 agents ont été incriminés.

HIHINANA AMAM-BOLONI ?



Projet de loi de finances 2019 : le CCOC et le mouvement Rohy ont exhorté les députés à jouer leur rôle de contre-pouvoir, à respecter leur mission de représentants des citoyens et à prendre le temps d'étudier le projet de loi, écouter les analyses des autres parties prenantes, dont la société civile, engager des débats publics avec les citoyens et les responsables gouvernementaux et procéder à un vote réfléchi et responsable. Ils encouragent le gouvernement à renforcer la transparence et la redevabilité à l'égard des citoyens.

Dans le cadre du budget 2019, l'État prévoit la mise en place effective des pôles anti-corruption (PAC) dans quatre provinces. Les organismes de l'État concernés par la lutte contre la corruption seront renforcés.

Le CICR quittera Madagascar en 2019. La charge de l'amélioration de la condition de vie des détenus reposera dès lors principalement sur l'Etat. La ministre de la justice se montre malgré tout confiante : le budget de son département connaîtra une augmentation significative en 2019 mais le retard à combler est considérable.

Les sénateurs ont rédigé une proposition de loi visant à renforcer les attributions de la CNIDH, notamment en lui permettant des visites inopinées de tout lieu de détention.

Dans le cadre des manifestations organisées pour la **Journée mondiale des droits de l'enfant**, l'ONG ECPAT France a pointé du doigt les **médias malgaches** pour le non-respect de ces droits.

Journée internationale contre les violences faites aux femmes - **30 % des femmes sont victimes de violences psychologiques et/ou physiques.** 60 % des femmes victimes n'ont jamais tenté de rechercher aide ou assistance. 45 % des femmes considèrent ces violences comme « normales ». Seules 10% des victimes sont prises en charge et parmi celles-ci seuls 5 % ont accès à la justice.

La traite des êtres humains est une infraction qui relève de la compétence du Pôle anti-corruption, a fait valoir l'OIM dans le cadre d'une formation organisée à l'intention des personnels concernés. L'OIM renforcera l'information sur les actions de prévention et la prise en charge des victimes.

Trafic de jeunes femmes vers la Chine : cinq chinois et un maire malgache ont été écroués. Ils sont impliqués dans une affaire de mariages forcés d'adolescentes.

La Grande île connaît une **exceptionnelle épidémie de rougeole**. Des décès ont été rapportés. Les personnels de santé rencontrent une forte opposition des familles à la vaccination. Les structures hospitalières sont débordées et les vaccins commencent à manquer.

L'insalubrité de la capitale atteinte un summum, titre L'Express. Tous les quartiers croulent sous les immondices. La crainte est vive que cette situation favorise la réapparition de l'**épidémie de peste** qui a sévi l'an passé. Pour l'heure, celle-ci aurait frappé une centaine de personnes, faisant 14 décès. Une délégation médicale allemande va apporter sa contribution à la lutte contre l'épidémie.

Insécurité alimentaire - Une augmentation du nombre de personnes nécessitant une action urgente est attendue pour la période de novembre à mars, avec au moins 1 300 000 personnes à secourir, principalement dans le Sud. Dans certains districts, l'insécurité alimentaire touche près de 30 % de la population.

La presse étrangère, notamment *Le Monde*, s'est intéressée à l'**inégalité d'accès des candidats aux TV et radios privées**, dont les émissions sont payantes et dont les prix se sont envolés. « **Le candidat qui a le plus d'argent peut s'offrir une visibilité dans les médias** », a titré le quotidien qui rappelle que pas moins de quatre candidats sont propriétaires de stations de radio ou de TV. Tous les médias sont détenus par de riches hommes d'affaires souvent liés au pouvoir, des familles ou des hommes politiques. En février, une première mouture de la loi électorale souhaitait soumettre les acteurs privés du secteur au même principe d'équité que les médias publics mais la HCC s'y est opposée au nom de la liberté d'entreprendre. A l'approche de l'élection, un trublion s'est invité dans ce jeu pipé : *Facebook*, premier réseau social sur la Grande île. La lutte sur le réseau s'est jouée plus sur la visibilité des concurrents que de leurs idées, exacerbant au passage la tension politique en propageant des « *fakes news* ».

Sept journalistes et collaborateurs du groupe plurimédias African Daily Voice (ADV) venus pour couvrir la présidentielle se sont vu notifiée une **interdiction de séjour** à leur débarquement.

Le PNUD a rappelé à l'ordre les médias qui avaient décidé de diffuser des résultats non validés transmis par des candidats. Il leur a été rappelé qu'ils « *doivent porter haut le flambeau de valeurs telles que la transparence et l'intégrité, et faire de la vérification des sources d'information une priorité. La presse doit ainsi aider à la promotion d'un climat électoral apaisé, pour l'acceptation des résultats par toutes les parties prenantes au processus.* »

L'Observatoire des médias Ilontsera a formulé des recommandations pour la campagne du 2^e tour. Il est notamment demandé aux médias et aux journalistes d'éviter de se faire l'écho des discours de mépris, de haine et de violence et de s'interdire de véhiculer et de relayer des rumeurs. Ilontsera invite aussi les usagers des réseaux sociaux à faire montre de plus de responsabilité, contrepartie indispensable à la liberté offerte par ces outils de communication.

Six bateaux suspectés de trafic de bois de rose ont été repérés par la société civile sur la côte Est. L'un d'eux aurait jeté l'ancre au large pour collecter des bois acheminés par de petites embarcations. Les forces de l'ordre ont été alertées mais sont intervenues trop tardivement. L'Allemagne a dénoncé la reprise de ces trafics, rappelant qu'elle est le premier bailleur de Madagascar dans le domaine de l'environnement, de la protection des ressources naturelles et de la biodiversité.

Des ressortissants chinois prospectent sans autorisation au nord de Farafangana pour acquérir des carreaux miniers afin d'exploiter de l'ilménite. Ils tentent de négocier de gré à gré avec les propriétaires de terrains. Une association de natifs du Sud-Ouest a alerté les autorités.

Les opérateurs travaillant comme intermédiaires dans la filière or dénoncent le retour des trafics. Les trafiquants profiteraient du contexte sociopolitique actuel. La période électorale provoquerait un flottement dans le fonctionnement de l'administration dont ils tireraient profit. L'Alliance Voahary Gasy (AVG) a noté une **accélération de la dégradation de l'environnement à la faveur de la période électorale.**

« **Economie bleue** » - L'Agence malgache pour le développement économique et de promotion d'entreprise (AMDP) a été contrainte de s'expliquer sur le contrat signé avec le consortium chinois Taihe Century mais s'est refusée à en divulguer le contenu, « *par respect du secret des affaires* ». L'accord, jugé opaque par la société civile, continue de provoquer de vives inquiétudes mais le gouvernement considère qu'il s'agit d'un projet privé sur lequel il n'a aucun pouvoir.

Un appel d'offre a été lancé pour 44 blocs pétroliers et gaziers situés au large de Morondava. Les investisseurs attendaient cette décision depuis plusieurs années. Pour le Craad-OI, le Collectif Tany, le Kmf/Cnoe et Transparency International, l'appel d'offres de l'OMNIS pour l'attribution de 44 blocs pétroliers et gaziers compromet la gestion durable et démocratique des ressources naturelles.

Plus de 7 300 tortues radiées ont été saisies au nord de Toliara. Trois personnes ont été arrêtées. Depuis avril, 19 000 tortues ont été saisies avec le concours d'un réseau d'acteurs luttant contre le trafic illicite des ressources naturelles dans l'Atsimo Andrefana. Les personnes à l'origine des signalements se plaignent d'être victimes d'actes d'intimidations. Des réseaux de trafiquants se structurent dans le Grand Sud pour échapper aux contrôles.

Madagascar dispose de 8 mois pour établir un contrat de vente de crédits carbone. Durant cette période, la Grande île devra faire la démonstration que la gestion de ces crédits sera fiable, leur partage équitable et transparent. Le programme permettrait de bénéficier d'un revenu de 70 millions de dollars sur 5 ans.

Affaire Daewoo Logistics : 10 ans déjà mais un sujet toujours sensible. Le 18 novembre 2008, le *Financial Times* révélait qu'un énorme accord était en cours de négociation entre Daewoo Logistics et le gouvernement malgache. La révélation de cette affaire a contribué à la chute de Marc Ravalomanana. **Le Collectif Tany et l'ONG Grain appelle à la vigilance.** Daewoo Logistics est toujours présent dans la Grande île, dissimulé sous un autre nom. Son offre foncière ratée est revenue hanter le processus électoral en cours qui met face à face des personnalités impliquées à l'époque dans cette affaire.

La Fondation pour les aires protégées et la biodiversité de Madagascar (FAPBM) a besoin de 21 millions de dollars par an pour assurer la conservation pérenne des aires protégées. Elle lance un appel à la contribution du public et du secteur privé. Madagascar est le pays dont le taux de la déforestation est le plus élevé au monde avec 510 000 ha de forêts brûlées en 2017. A l'heure actuelle, la FAPBM ne peut contribuer qu'à hauteur de 3 millions de dollars. Son objectif est d'atteindre le tiers du financement nécessaire en 2021, soit 7 millions de dollars.

12 hectares de forêt primaire ont été défrichés dans le parc national Mikea. 10 personnes ont été prises en flagrant délit et traduites devant la justice à Toliara. En août 2018, les parties prenantes locales s'étaient mises d'accord pour prendre toutes les dispositions nécessaires dans l'objectif de stopper la dégradation massive du parc.

L'UE a officialisé sa seconde contribution au projet SACEM pour l'organisation d'élections « *crédibles, transparentes, pacifiques et inclusives* ». Ce nouvel apport s'élève à 1,28 million de dollars. Au total, elle aura appuyé le projet mis en œuvre par le PNUD pour plus de 3 millions de dollars.

La Norvège a renouvelé son appui à l'éducation dans trois régions du Grand Sud. Ce programme, d'un montant de plus de 6 millions de dollars, sera mis en œuvre à compter de 2019 par l'UNICEF, le BIT et le PAM.

Comment tracer l'origine des fonds utilisés par les candidats à la présidentielle ? Telle est la question posée par des journalistes au Comité monétaire auprès de la Banque centrale de Madagascar. Des flux financiers qui bien souvent

ne passent pas par le système bancaire et qui peuvent favoriser le blanchiment d'argent. Pour le Comité monétaire, ces surliquidités monétaires résultant des dépenses faramineuses engagées par certains candidats sont susceptibles de relancer l'inflation.

Doing Business 2019 : légère progression de Madagascar. La Grande île est classée au 161^e rang sur 190 pays et au 35^e en Afrique, avançant d'un rang au classement par rapport à l'année précédente.

Les opérateurs économiques redoutent la survenue une nouvelle crise postélectorale, alors que l'économie commence à relever la tête avec une prévision de croissance de 5 %. La dépréciation de l'Ariary depuis le début de l'année est jugée préoccupante.

Les autorités espèrent pouvoir accueillir 250 000 touristes chinois en 2019. La Chine est prête à apporter son soutien en aidant au renforcement des capacités d'accueil dans les sites touristiques les plus renommés. Les touristes chinois sont réputés pour disposer d'un fort pouvoir d'achat.

Le recensement général de la population effectué entre juin et août n'a pas encore livré ses premiers résultats. Lors du dernier recensement, en 1993, la Grande île comptait 12,3 millions d'habitants. Celui de cette année devrait annoncer une **population dépassant les 27 millions d'habitants**, soit 3 millions de plus que les estimations utilisées aujourd'hui par les bailleurs internationaux pour planifier leurs programmes de développement.

Air Madagascar pourrait avoir un deuxième partenaire stratégique, la compagnie Ethiopian Airlines. Le président du conseil d'administration de la compagnie nationale a précisé que pour l'instant aucun contrat n'avait encore été validé ni signé et rappelé que le contrat signé par Air Madagascar avec Air Austral il y a un an comportait une clause de non concurrence sur une période de trois ans.

Plus de 400 sociétés ont été fermées cette année, rapporte le ministre de l'industrie. Les fermetures touchent en grande partie les entreprises se déclarant « *franches* », mais qui n'en respectent pas les critères. L'assainissement doit se poursuivre et même être renforcé, annonce le ministre.

Les importations de riz en forte croissance. Le volume importé sur les 10 mois premiers mois de 2018 est de à 473 150 tonnes. L'autosuffisance alimentaire de la Grande île, future « *grenier à riz de l'océan Indien* » selon le projet de la COI, reste une lointaine perspective....